

De l'écurie des élites à l'usine de production des cadres : l'action sociale de l'université

Partout en Europe, l'université est une institution élitiste : les milieux défavorisés y sont clairement sous-représentés, la majorité écrasante des étudiants étant issus des classes dominantes. C'est particulièrement le cas en Belgique et plus encore en "Fédération Wallonie-Bruxelles". Ce constat implacable a été posé un très grand nombre de fois depuis les années 60 et malgré la "massification" de l'université – c'est-à-dire l'augmentation importante du nombre d'étudiants universitaires. Pire encore, plusieurs travaux montrent que la fermeture des universités belges francophones aux milieux populaires s'est aggravée au cours des dix dernières années **A**.

Comment expliquer qu'aucune réforme n'ait réussi à réellement démocratiser cette institution, malgré la pléthore de déclarations d'intentions, la législation abondante et les nombreuses initiatives prises en ce sens ? Comment comprendre l'aggravation des inégalités face à l'université ?

Cet article ne prétend pas répondre à ces deux questions (plusieurs volumes de taille encyclopédique n'y suffiraient pas), mais vise à esquisser quelques pistes de réponse. Il a été construit en trois étapes : la première partie propose quelques éléments d'histoire des modèles universitaires en guise de contexte, la deuxième expose deux mythes fondateurs de l'enseignement qui sont à l'origine

COMMENT EXPLIQUER QU'AUCUNE RÉFORME N'AIT RÉUSSI À RÉELLEMENT DÉMOCRATISER L'UNIVERSITÉ ? COMMENT COMPRENDRE L'AGGRAVATION DES INÉGALITÉS FACE À CETTE INSTITUTION ? L'ARTICLE QUI SUIT PROPOSE DES PISTES DE RÉPONSE À CES DEUX GRANDES QUESTIONS.

/ Renaud Maes

Chercheur-Doctorant au Département des Sciences Sociales et du Travail ULB, CSCE

de la machine à reproduire les élites, et la troisième est consacrée à une approche empirique du phénomène - permettant de décrire concrètement les mécanismes de sélection sociale dans l'université marchande et contemporaine.

TROIS MODÈLES UNIVERSITAIRES

Les universités belges peuvent être considérées comme le produit de la jonction de trois "modèles" universi-

la création d'universités fondées sur un modèle "humboldtien" : elles allient étroitement activités de recherche et d'enseignement. Universités-écuries des élites, elles accueillent les enfants des classes supérieures et les dotent d'une formation relativement pluridisciplinaire visant à "construire leur personnalité au travers de la pratique de la science" (Bildung durch Wissenschaft) – cependant, le caractère généraliste de la

reconnaissance d'une personnalité juridique aux Universités de Louvain et de Bruxelles en 1911 et la mise en place de leur financement en 1922, elles se voient pressées d'accueillir quelques étudiants boursiers, lauréats du concours du "Fonds des mieux doués" institué en 1921 par Jules Destrée. Cependant, ce n'est qu'à partir de la fin des années 50 que sont mises en place des politiques structurelles visant à augmenter largement l'accès à l'enseignement supérieur. Ces politiques sont dictées à la fois par le souci de répondre aux attentes des familles et d'investir dans la croissance au travers de l'éducation (les théories économiques du "capital humain" qui font le lien entre éducation et croissance économique sont alors en plein développement). En Belgique, c'est dans le contexte de tensions sociales importantes durant les travaux préparatoires du projet de "loi unique" du gouvernement Eyskens-Lilar et augurant les grèves de 1960-1961, qu'est adoptée la "loi du 3 août 1960", qui dote les universités d'un

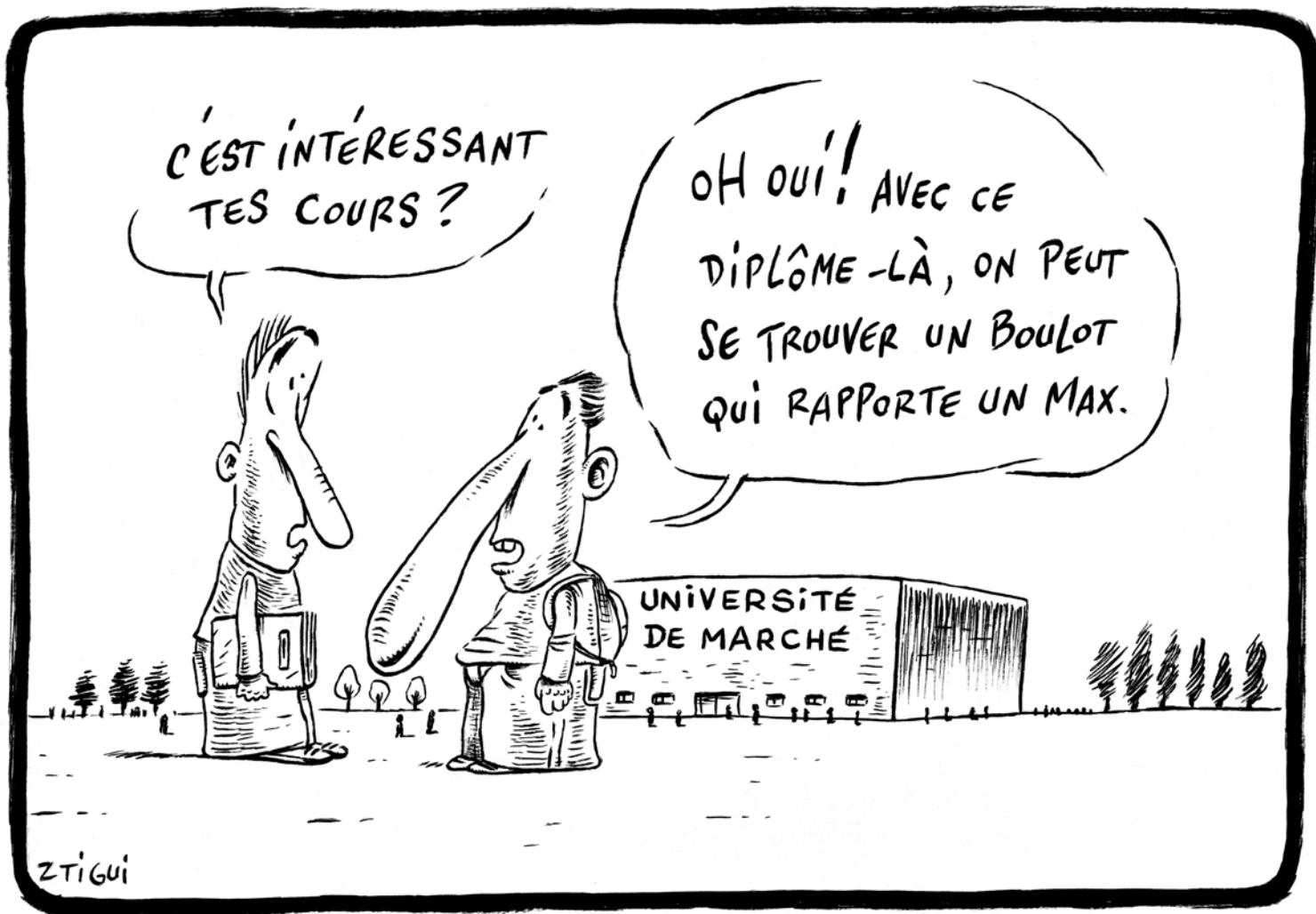
“ L'UNIVERSITÉ EST UNE INSTITUTION ÉLITISTE : LES MILIEUX DÉFAVORISÉS Y SONT CLAIREMENT SOUS-REPRÉSENTÉS. ”

taires : l'université "humboldtienne", l'université "de masse" et l'université "de marché". Ces trois modèles correspondent aux paradigmes universitaires des trois grandes périodes de réformes de ces institutions depuis le milieu du XIX^e siècle.

Les années qui suivent la création de l'État belge s'accompagnent de

formation est à l'époque bien plus marqué dans les universités anglaises, qui s'inscrivent dans la théorie de la "culture de l'intelligence" de John Henry Newman.

Les trois premières décennies du XX^e siècle voient l'émergence d'une structuration étatique des institutions universitaires. En parallèle de



financement spécifique destiné aux "avantages sociaux". Dans de nombreux pays d'Europe, la massification de l'université va de pair avec le développement de l'éducation permanente et de l'éducation populaire, destinée initialement aux travailleurs peu qualifiés. Des filières universitaires s'inscrivant dans ce projet sont ouvertes en collaboration avec syndicats et patronat (par exemple, en Belgique, la Faculté ouverte de politique économique et sociale - FOPES, créée par le Mouvement ouvrier chrétien et l'Université catholique de Louvain). Cependant, la massification de l'université à partir des "trente glorieuses" n'a pas permis sa réelle "démocratisation" : dans tous les pays d'Europe, la proportion d'étudiants issus des milieux ouvriers est toujours restée très largement en deçà de ce que représentait la classe ouvrière dans la population ; la massification

a, pour l'essentiel, permis l'accès à l'université de la petite et moyenne bourgeoisie.

Avec le ralentissement de la croissance suite au krach de 1973 et la montée en puissance

des institutions universitaires suite à une réforme imposée par le libéral André Damseaux, ministre du gouvernement Martens VI. Autre conséquence de ces restructurations, le financement par étudiant des universités fut revu largement

doit plus seulement augmenter le nombre d'étudiants inscrits, mais qu'elle doit augmenter ce nombre plus largement que les autres institutions universitaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est dans ce contexte qu'a surgi le modèle de "l'université de marché" : dans le cadre d'un manque supposé de compétitivité des entreprises expliquant le ralentissement de la croissance et de l'augmentation du chômage, l'université adopte une double mission de création d'emplois par le transfert d'innovation, vu comme un moteur économique notamment par le développement industriel, et d'insertion socioprofessionnelle de la future main-d'œuvre via sa spécialisation et la familiarisation avec les technologies de pointe. L'université est cofinancée par les entreprises et les étudiants sont de plus en plus orientés vers les filières répondant aux besoins de

“ L'ÉGALITARISME DE FAÇADE DES EXAMENS UNIVERSITAIRES PERMET DE FAIRE CROIRE QUE CEUX QUI ÉCHOUENT N'ONT PAS LES "CAPACITÉS INTRINSÈQUES" DE RÉUSSIR.”

des néoconservateurs en Europe et aux USA, les plans d'austérité frappent de plein fouet l'enseignement et l'enseignement supérieur. Cela se traduit notamment, en Belgique, par une diminution de près de 50 % de l'enveloppe destinée aux "avantages sociaux"

à la baisse : ce financement diminua de 43,9 % entre 1972 et 1998, diminution annonçant la mise en place en 1998 d'un financement en "enveloppe fermée". Cette mesure a pour conséquence que, pour augmenter son allocation de financement, une université ne

l'entreprise telle qu'établis par elle – via notamment le financement de chaires. Ajoutons que l'université de marché n'est plus destinée à tous les étudiants : faisant écho notamment aux pamphlets publiés par des économistes ultralibéraux comme Richard Freeman ^①, les politiques publiques se fondent sur l'idée que la revalorisation des "filères techniques" doit primer sur l'accessibilité de l'université.

On perçoit bien comment de l'écurie des élites à l'usine de production des cadres, l'université a vu ses missions évoluer largement. Cependant, il faut noter que les universités sont partout en Europe, des "hybrides" entre ces trois modèles (même si elles tendent toutes à s'aligner sur le modèle "de marché"). L'action sociale des institutions doit donc s'analyser à la lumière des "tensions" entre ces trois conceptions de l'université.

LES MYTHES FONDATEURS

La reproduction des inégalités par l'enseignement supérieur se fonde sur plusieurs mythes fondateurs, autant de croyances socialement inculquées qui permettent de légitimer les mécanismes de domination interclassique – Pierre Bourdieu qualifie ce processus de violence symbolique ^②. Deux mythes se distinguent en particulier : l'intelligence et l'effort.

L'égalitarisme de façade des examens universitaires permet de faire croire que ceux qui échouent n'avaient pas les "capacités intrinsèques" de réussir : le discours dominant voudrait que tout le monde "n'a pas les capacités" pour faire l'université, tout le monde ne serait pas suffisamment "intelligent" et l'échec serait dû à une forme de "sélection naturelle" de type darwinienne. Vu que les étudiants issus du prolétariat sont les premiers touchés par l'échec, il apparaît rapidement évident que ce discours essentialiste n'a d'autre objet que de présenter comme légitime un mécanisme de sélection sociale. Les conventions

langagières et stylistiques des universitaires, comme les méthodes de mémorisation et de restitution constituent autant d'acquis dont l'école n'assure pas suffisamment la transmission : c'est donc la "culture familiale" qui assure ou non à l'étudiant d'être préparé à se "confronter" à l'examen universitaire. Ajoutons que les étudiants qui connaissent des universitaires peuvent plus facilement bénéficier d'explications complémentaires, se sentent à leur place dans les auditoires et réussissent bien plus vite à obtenir des "tuyaux" utiles à augmenter leur chance de succès... Le capital social, culturel et économique est un déterminant essentiel de la réussite universitaire, habilement déguisé en "sélection des mieux doués" pour rendre son impact acceptable par tous.

épreuves terminales, à l'obtention d'un titre qui garantit une reconnaissance sociale. Dans cette approche, l'intérêt épistémique des études est délaissé au profit de l'utilité sociale du diplôme, symbole de l'appartenance à une élite. Largement influencée par les doctrines néolibérales qui promeuvent "l'égalité des chances" et la "responsabilisation individuelle", cette idée qu'il faut "souffrir" pour "arriver" est pourtant contradictoire avec l'idéal humboldtien d'université : la recherche scientifique est largement une affaire de "passion" pour un thème, un objet de recherche ; l'enseignement lié à la recherche devrait donc être l'occasion de "communiquer" cette passion et non de faire "souffrir" les étudiants. Ajoutons enfin que les autorités académiques elles-mêmes, en réduisant les études

Parallèlement, la dualisation des filières s'est largement aggravée : la proportion des étudiants boursiers inscrits dans plusieurs filières de sciences sociales et humaines a largement augmenté, alors qu'elle a chuté fortement dans plusieurs filières de sciences exactes et appliquées. La mobilité étudiante tant vantée pour justifier les réformes du système d'enseignement supérieur entreprises au nom du "Processus de Bologne" (séjours Erasmus et assimilables) souffre également d'un biais similaire, nombre d'étudiants issus des milieux moins favorisés n'envoyant même pas la possibilité d'un tel séjour. Le déploiement des filières d'enseignement supérieur en alternance voulu par le ministre Jean-Claude Marcourt poursuit un objectif clair à ce niveau : il vise en priorité les étudiants les moins nantis (qui constituent une main-d'œuvre fournie à prix dérisoire et sans réelle protection de statut, une aubaine pour les industries concernées), instituant de fait une filière de relégation au niveau du supérieur.

À mesure que les inégalités économiques se creusent, que la précarisation du prolétariat postindustriel et de la classe moyenne inférieure s'intensifie, on observe des changements importants dans la population étudiante : de plus en plus d'étudiants travaillent pour payer leurs études, émargent au CPAS, sont usagers du chômage. Ces trois situations, par les contraintes qui leur sont propres, constituent évidemment des facteurs d'échec d'importance. À l'opposé, un nombre croissant bien que très réduit d'étudiants suivent plusieurs cursus universitaires d'affilée en organisant leur "shopping" entre les institutions européennes. Concrètement, la dualisation des filières accompagne la dualisation des populations étudiantes.

Dans le but d'étudier cette dualisation, j'ai rencontré entre septembre 2011 et mai 2012 des étudiants dont les origines se situent aux

“ LES RÉFORMES INSTITUTIONNELLES ET PÉDAGOGIQUES RÉCENTES AUGMENTENT LARGEMENT "L'ACCLIMATATION" DES PLUS NANTIS ET L'EXCLUSION DES ENFANTS DE PROLÉTAIRES.”

L'effort constitue un autre mythe : pour réussir, il faudrait fournir "tous les efforts". Fondé sur l'idée que "si l'on veut, on peut", le discours méritocratique se caractérise aussi par sa totale absence de prise en compte des inégalités sociales, culturelles et économiques entre les étudiants et on conçoit dès lors immédiatement son utilité pour justifier la reproduction des élites. Notons également que le concept de "plaisir d'apprendre" a déserté le discours universitaire dominant au profit d'une conception des études comme "rite de passage" permettant d'accéder au "Graal" du diplôme. On ne compte plus les discours de doyens et de recteurs mettant en avant les "nécessaires sacrifices" que demandent les études et qui lient le "plaisir" uniquement à la réussite des

à l'utilité sociale des diplômes, contribuent à justifier l'instrumentalisation de l'enseignement universitaire notamment à des fins de développement économique.

LA REPRODUCTION "2.0"

L'avènement de l'université de marché, usine de production des cadres, modifie les mécanismes de reproduction des inégalités par l'université. Je l'ai déjà mentionné, depuis 10 ans, les universités francophones de Belgique ont vu reculer de manière significative la part d'étudiants issus de milieux prolétaires. Si la part de financement - public - par étudiant inscrit a fondu de 10 % en vingt ans, la part de ce financement par diplômé a elle augmenté de 10 % sur la même période : la sélection des étudiants n'a jamais été aussi féroce qu'aujourd'hui.

deux "extrémités" de l'échelle sociale (une vingtaine d'étudiants de chaque groupe). La déconnexion totale entre les réalités de ces deux groupes est absolument transparente par la simple mise en regard de ces entretiens.

Au sujet du choix d'options, Thomas, un étudiant issu d'une famille extrêmement fortunée et dont les deux parents sont universitaires explique :

"J'ai consulté mon père et lui a consulté ses amis, dont un professeur qui m'a tout de suite reçu dans son bureau pour me conseiller sur les options les plus porteuses."

À l'inverse, Gilles, un étudiant de la même filière mais issu d'une famille très précaire et dont les deux parents n'ont pas de diplôme du secondaire supérieur indique :

"J'ai pris rendez-vous avec un conseiller d'orientation mais il m'a dit d'aller voir à la faculté et la secrétaire de la faculté m'a dit d'aller voir un conseiller d'orientation. Bon, en fait, j'ai un peu choisi au hasard en fonction du titre du cours."

Au sujet des examens, de la manière dont ils les préparent, là aussi, la différence est flagrante : Thomas : "D'abord, je vois avec les autres quelles sont les meilleurs résumés. Ensuite, j'ai demandé aussi conseil à mon parrain [ndlr : un étudiant plus âgé désigné par le cercle folklorique]. (...) J'ai eu des difficultés en physique, mais j'ai suivi une dizaine d'heures de cours avec un étudiant de Sciences. J'ai aussi dû prendre quelques rendez-vous avec un assistant pour qu'il m'explique sa matière en Sciences éco."

Gilles : "J'ai eu certains syllabus un peu tard, il y a des profs qui ont pris du temps à les sortir. J'ai imprimé les Powerpoint sur l'université virtuelle, mais je n'avais que du noir et blanc, donc ce n'était pas très lisible! Puis j'avais mes notes, aussi, donc j'ai repris mes notes, surtout, j'ai fait du classement et voilà."

Notons ici, outre l'évident isolement des étudiants plus précaires, le fossé créé par le recours au numérique – qui est pourtant la figure imposée des réformes pédagogiques. On peut multiplier les exemples à l'envi. Ces interviews s'avèrent en fait extrêmement instructives pour comprendre à quel point les réformes institutionnelles et pédagogiques récentes augmentent largement "l'acclimatation" des plus nantis et l'exclusion des enfants de prolétaires. Les mécanismes de reproduction se sont technicisés, multipliés et les dispositifs de "promotion de la réussite" eux-mêmes sont devenus des outils de sélection sociale. Je ne citerai qu'un seul exemple : la pédagogie par projet, censée contribuer à la réussite à l'université. Il s'agit généralement de la

il semble illusoire et il serait sans doute peu souhaitable que tout le monde passe par l'enseignement supérieur. Derrière cette assertion se pose en fait la question de l'abolition des différences entre classes sociales. Partir du principe de l'inaccessibilité "naturelle" de l'enseignement supérieur revient à considérer comme légitime la séparation des classes sociales.

Ma thèse est, à ce niveau, que l'inefficacité des dispositifs mis en place pour contrer les inégalités au sein de l'enseignement supérieur provient justement de l'acceptation implicite de cette séparation interclassique, préalablement à cette mise en place, et qu'il est dès lors impossible de concevoir des dispositifs efficaces pour contrer ces inégalités sans poser une question

“ L'INEFFICACITÉ DES DISPOSITIFS MIS EN PLACE POUR CONTRER LES INÉGALITÉS AU SEIN DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PROVIENT DE L'ACCEPTATION IMPLICITE DE LA SÉPARATION DES CLASSES SOCIALES, PRÉALABLEMENT À CETTE MISE EN PLACE.”

réalisation d'un projet relativement ludique (par exemple, une machine, une expérience), par petits groupes encadrés épisodiquement par un enseignant. En réalité, les témoignages recueillis montrent que les différences en termes de ressources (matériel, temps, conseils) mobilisables par les étudiants sont telles, en fonction de leur capital social, culturel et économique, que ces "projets", plus encore que des cours ex cathedra, contribuent à sélectionner les étudiants issus des classes dominantes!

EN GUISE DE CONCLUSION

Lors de conférences ou à la suite d'articles tels que celui-ci, il n'est pas rare que je sois interpellé dans les termes qui suivent : après tout,

bien plus fondamentale : en la matière, et j'en conclurai par là, c'est sans doute Bakounine ^⑤ qui a le mieux résumé la disjonction évidente entre accommodements marginaux condamnés à l'échec et nécessaire refonte "en profondeur" du système éducatif...

On comprend maintenant pourquoi les socialistes bourgeois ne demandent que de l'instruction pour le peuple, un peu plus qu'il n'en a maintenant et que nous, démocrates-socialistes, nous demandons pour lui l'instruction intégrale, toute l'instruction, aussi complète que la comporte la puissance intellectuelle du siècle, afin qu'au-dessus des masses ouvrières, il ne puisse se trouver désormais aucune classe qui



ON VEUT DES COURS PAS CEUX DE LA BOURSE

puisse en savoir davantage, et qui, précisément parce qu'elle en saura davantage, puisse les dominer et les exploiter. ■

④ Vermandele, C. et al. (2010) *Profil des étudiants entamant des études universitaires et analyse des choix d'études*. In *Les Cahiers de recherche en éducation et formation*, n° 78, UCL, Louvain-la-Neuve.

⑤ Freeman, R.B. (1976) *The Overeducated American*, Academic Press, New York.

⑥ Bourdieu, P. et Passeron, J.-C. (1964). *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*. Éditions de Minuit, Paris; Bourdieu, P. et Passeron, J.-C. (1970). *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Éditions de Minuit, Paris.

⑦ Bakounine, M. (1869), *L'Instruction intégrale*. In *l'Égalité* n° 28-31, Association internationale des travailleurs de la Suisse, Genève.